

**Les Gilets jaunes à Paris le
1er décembre ? Oui, mais pas
avec n'importe quelles
revendications !**

écrit par Christine Tasin | 25 novembre 2018



Communiqué Officiel n°2

Nous dénonçons !

Le vendredi 23 novembre 2018,

Il est important que chaque personne voulant participer à ce mouvement puisse le faire, qu'importe sa couleur, son origine, son orientation sexuelle, son sexe, sa religion... Il en va de même pour les personnes réfractaires à ce mouvement. Il ne doivent en aucun cas être attaqués sur autre chose que leur positionnement politique vis à vis de ce mouvement. Non les Gilets Jaunes ne sont pas les moutons des nationalistes, fascistes et autres mouvances de tous les extrêmes au même titre que notre mouvement n'est représenté par aucun parti politique ou syndicat.

Nous dénonçons que le gouvernement taxe les plus démunis pour enrichir les quelques ultra-riches. Nous dénonçons que le gouvernement nous taxe toujours plus alors que les services publics sont de plus en plus médiocres. Nous dénonçons la politique répressive que l'État a mis en place. Non aux violences policières ainsi qu'aux procès des Gilets Jaunes pacifistes. Nous voulons un droit de regard sur comment sont dépensés nos impôts. L'écologie, qui est un sujet primordial aujourd'hui, ne peut être juste un moyen de nous taxer d'avantage, surtout quand l'on connaît la faible proportion qui reviendra à cette cause indispensable. Mettez en place une vraie politique écologique et non quelques mesurette financières. C'est pourquoi aujourd'hui nous reprenons l'appel de Coluche pour les présidentiel de 1981, pas dans un but politique pour voter, mais dans un but citoyen en menant des actions fermes.

« J'appelle les fainéants, les crasseux, les drogués, les alcooliques, les pédés, les femmes, les parasites, les jeunes, les vieux, les artistes, les taulards, les gouines, les apprentis, les Noirs, les piétons, les Arabes, les Français, les chevelus, les fous, les travestis, les anciens communistes, les abstentionnistes convaincus, tous ceux qui ne comptent pas pour les hommes politiques ...»

Nous sommes pour de véritables service publics en matière d'éducation, de santé, de logement, de retraite, de transport, de l'enseignement supérieur et de la culture. L'État privatise à outrance au profit des entreprises dont les actionnaires deviennent toujours plus riches et les salariés toujours plus pauvres. Nous ne voulons plus subir cette politique libérale. Nous appelons tous ce qui soutiennent le mouvement à rejoindre les différentes actions et à se coordonner. La lutte a commencé, elle ne s'arrêtera pas sans contreparties importantes redonnant de la dignité aux citoyens.

Les Gilets Jaunes



Il est évident qu'après la réussite du 24 novembre (plus de 800 000 Gilets jaunes selon le Syndicat des Policiers en Colère, donc dans doute au moins le double, voire le triple,

et plus encore peut-être dans la réalité) il serait absurde de baisser les bras et d'arrêter tout.

Tout ça pour ça ?

Non, surtout pas.

Mais... tout le monde veut négocier, Macron (avec les syndicats qui n'ont rien à voir dans l'affaire, soit dit en passant), les préfets qui envoient des émissaires sur tous les barrages pour des réunions ce soir ou demain et... **des autoproclamés gilets jaunes qui lancent des appels facebook ou youtube quelque peu étranges et inquiétants.**

Les Gilets jaunes, c'est un mouvement spontané, d'anonymes, on est bien d'accord.

Mais quand il s'agit de négocier, le minimum est que le vulgum pecus sache qui parle et d'où il parle.

Or, je vois circuler des appels de gens qui prétendent parler au nom des Gilets Jaunes sans que l'on sache qui parle au nom des GJ... C'est gênant.

Ça sent la récupération politique à plein nez. On s'y attendait, il leur a fallu quelques jours pour qu'ils commencent à apparaître sur les barricades et les voici en ébullition au lendemain du 25 novembre.

Ne les suivez pas, ne les écoutez pas, refusez qu'ils vous engagent vous qui ne les avez pas choisis.

S'il doit y avoir des « négociations » avec le pouvoir, il faut que chaque sensibilité soit représentée, il est hors de question que ce soit les plus culottés, les plus formés à la lutte politique, les plus cultivés, les plus « intellos », les plus engagés politiquement qui représentent, seulement au bout d'une semaine, un mouvement parti de la base et qui doit rester proche de la base.

C'est pourquoi je vous mets en garde contre deux appels (au hasard, il y en a sans doute d'autres) contenant de drôles de revendications...

Certes, nous savons tous que cette crise devra se terminer par des changements majeurs et pas seulement par une baisse de 10 centimes sur le prix de l'essence, mais les demandes doivent être consensuelles et, forcément identitaires. Il n'y a que des Français d'origine sur les barricades, des Sans dents, non politisés, il est donc juste que ce soit eux qui fassent leur programme.

Le Premier est cette [page facebook](#) avec son « communiqué officiel »



**GILETS
JAUNES**

Mouvement citoyen

Communiqué Officiel n°2

Nous dénonçons !

Le vendredi 23 novembre 2018,

Il est important que chaque personne voulant participer à ce mouvement puisse le faire, qu'importe sa couleur, son origine, son orientation sexuelle, son sexe, sa religion... Il en va de même pour les personnes réfractaires à ce mouvement. Il ne doivent en aucun cas être attaqués sur autre chose que leur positionnement politique vis à vis de ce mouvement. Non les Gilets Jaunes ne sont pas les moutons des nationalistes, fascistes et autres mouvances de tous les extrêmes au même titre que notre mouvement n'est représenté par aucun parti politique ou syndicat.

Nous dénonçons que le gouvernement taxe les plus démunis pour enrichir les quelques ultra-riches. Nous dénonçons que le gouvernement nous taxe toujours plus alors que les services publics sont de plus en plus médiocres. Nous dénonçons la politique répressive que l'État a mis en place. Non aux violences policières ainsi qu'aux procès des Gilets Jaunes pacifistes. Nous voulons un droit de regard sur comment sont dépensés nos impôts. L'écologie, qui est un sujet primordial aujourd'hui, ne peut être juste un moyen de nous taxer d'avantage, surtout quand l'on connaît la faible proportion qui reviendra à cette cause indispensable. Mettez en place une vraie politique écologique et non quelques mesurette financières. C'est pourquoi aujourd'hui nous reprenons l'appel de Coluche pour les présidentiel de 1981, pas dans un but politique pour voter, mais dans un but citoyen en menant des actions fermes.

« J'appelle les fainéants, les crasseux, les drogués, les alcooliques, les pédés, les femmes, les parasites, les jeunes, les vieux, les artistes, les taulards, les gouines, les apprentis, les Noirs, les piétons, les Arabes, les Français, les chevelus, les fous, les travestis, les anciens communistes, les abstentionnistes convaincus, tous ceux qui ne comptent pas pour les hommes politiques ...»

Nous sommes pour de véritables service publics en matière d'éducation, de santé, de logement, de retraite, de transport, de l'enseignement supérieur et de la culture. L'État privatise à outrance au profit des entreprises dont les actionnaires deviennent toujours plus riches et les salariés toujours plus pauvres. Nous ne voulons plus subir cette politique libérale. Nous appelons tous ce qui soutiennent le mouvement à rejoindre les différentes actions et à se coordonner. La lutte a commencé, elle ne s'arrêtera pas sans contreparties importantes redonnant de la dignité aux citoyens.

Les Gilets Jaunes



Ça commence bien... Il est question de l'origine, de la couleur, de la race... Cela sent les gauchistes à plein nez.

Des Sans dents, des Français moyens auraient simplement parlé du droit de tout Français, majeur et électeur de protester, de demander, de négocier...

Pourquoi donc évoquer les *nationalistes* et autres *fascistes* appartenant aux extrêmes (les gauchistes visés ? Vous et moi savons bien que non, les « fascistes » ce sont pour les gauchistes les patriotes avec leur bon sens... patriotes pourtant majoritaires pourtant dans les rangs des Gilets jaunes...) ? Bref, tout le monde a le droit de l'ouvrir sauf les nationalistes et les patriotes revendiqués.

Et ensuite c'est le gloubi-boulga des gauchistes, l'attaque, bille en tête, des « plus riches », opposés aux plus pauvres. Ce n'est pas faux, bien sûr, sauf que pour les gauchistes le petit patron artisan qui bosse 70 heures par semaine est un patron, donc un riche, donc un gars à qui il faut couper le cou...

Dénoncer l'Etat répressif ? Est-il question des limites à la liberté d'expression, de la 17ème Chambre, des manoeuvres pour que facebook, twitter, youtube... ne laissent passer que le politiquement correct et la doxa officielle, de la liberté de dire non à l'immigration ? PAS DU TOUT. Il est question des « violences policières »... Cela ne vous rappelle pas un certain Theo ?



Manifestation dans le centre ville de Nantes du collectif » Nantes Révolté » en soutien à Théo victime de viol présumé et violences policières à Aulnay sous Bois.



Après l'affaire Théo, le cas d'Alexandre requalifié en « viol » : le parquet de Bobigny fait appel

Nous voulons un droit de regard sur comment sont dépensés nos

impôts... Sous quelle forme ? Qui, quand, quoi, comment, où ? Des comités théodules ici ou là, payés pour longuement discuter de la moindre décision la fumette à la bouche ? Pour décider de vider les prisons et de recruter des grands frères dans les quartiers ?

Ah ! L'appel de Coluche. Ces « gilets jaunes » là jouent la démagogie.. Comme si la France de Macron avait quoi que ce soit à voir avec celle de Coluche ! Désolée, mais je n'ai pas vraiment envie de laisser les crasseux, les drogués, les voleurs, les violeurs, les assassins et les étrangers décider de mon sort, décider du sort de la France. Tout ne se vaut pas. Un homme n'en vaut pas un autre parce qu'il est humain. Il y en a qui méritent moins que d'autres le qualificatif d'êtres humains. Il y en a qui n'ont pas le droit de décider des lois et des règles d'un pays, s'ils n'en ont pas la nationalité. C'est notre loi, ça s'appelle la *Déclaration Des Droits de l'Homme et du Citoyen...*

De véritables services publics ? Des privatisations ? Ce qui se passe actuellement est lié à la sujétion de la France à des personnes et à des puissances non élus, non choisies, l'UE, l'ONU, la mondialisation. **Pas un mot pour les dénoncer ?**

Tout cela est bien ambigu, messieurs les *Gilets jaunes - mouvement citoyen...* Je crains fort que vous ne soyez que des gauchistes pleins d'Utopie désireux d'avoir le pouvoir pour nous imposer VOTRE vision du monde, celle d'un Mélenchon, pas si loin que ça de celle d'un Macron...

Quant à la video ci-dessous, pfff ! Là aussi, les auteurs de la video s'auto-proclament représentants des Gilets Jaunes. « Notre action commune ». Ils n'ont rien à voir avec ceux du texte ci-dessus, ça commence bien...

Sous la video le texte en italique de cette dernière, avec mes remarques en bleu.

Chers amis et concitoyens qui avez rejoint l'action des « Gilets jaunes »,

L'heure est venue de clarifier aux acteurs politiques et aux médias nos conditions sine qua non pour mettre un terme à notre action sans quoi tous nos efforts seront décrédibilisés et délégitimés faute d'avoir su nous mettre d'accord sur nos revendications.

J'aimerais savoir qui est ce « nous ». Résistance républicaine a lancé un appel à rejoindre le mouvement des Gilets Jaunes et a expliqué pourquoi. Notre appel est signé, chacun sait qui nous sommes et comprend quelles sont les revendications, les nôtres... pas celles de tous les GJ, forcément.

En effet, les raisons qui ont poussé chaque participant à prendre part à ces actions sont très nombreuses, souvent personnelles et contradictoires. En effet, bien que le mouvement soit apolitique et doive le demeurer, beaucoup de revendications traduisent inévitablement nos sensibilités politiques et devront être soumises au processus démocratique pour être légitimées. C'est à ce prix que toute récupération pourra être évitée.

Qui dit processus démocratique dit élections, qui dit élections dit démission du Président, dissolution de l'Assemblée Nationale... S'agit-il d'une revendication majoritaire chez les GJ ?

Ce message est une invitation à nous focaliser sur les revendications qui font l'objet d'un consensus entre nous et dont nous pourrions objectivement exiger la mise en œuvre immédiate.`

Jusque-là ça va.

Quelles que soient nos opinions politiques, nous avons tous des motifs de nous indigner d'être pris pour des idiots à qui
:

- sous prétexte d'écologie, on exige de payer davantage pour nos carburants quand le prix du baril de pétrole diminue
- sous prétexte de sécurité, on limite la vitesse à un niveau dont l'efficacité est moins certaine en termes d'accidents évités qu'en termes de bénéfices engrangés par l'État suite à l'augmentation inévitable du nombre de contraventions

Le prix du carburant et le passage au 80 km/h constituent les deux principaux sujets de colère des citoyens, qui affectent directement leur pouvoir d'achat et leur qualité de vie et qui pourraient se résoudre dans l'heure sur simple décision du chef de l'état de diminuer les taxes sur les produits énergétiques et de restaurer les anciennes limitations de vitesse.

Je ne suis pas sûre que ces deux éléments soient les deux principaux sujets de colère. La hausse du carburant oui, la limitation de vitesse est un scandale, c'est vrai, mais je ne l'ai jamais entendue dénoncer sur les blocages depuis 10 jours...

À ces conditions non négociables, il conviendra d'ajouter l'engagement de l'état à renoncer à toute poursuite ou sanction à l'encontre de nos concitoyens ayant participé à notre action ou l'ayant soutenue, y compris ceux appartenant aux forces de l'ordre ou à l'armée.



Parmi les autres débats et commentaires ayant pu être lus ou entendus dans les médias ou sur les réseaux sociaux, la question de la légitimité du chef de l'état et/ou du gouvernement et/ou de l'Assemblée nationale était omniprésente, en raison :

- du faible pourcentage d'électeurs ayant contribué à porter Emmanuel Macron au pouvoir ;
- de la non-prise en compte des votes blancs et des abstentions dans les résultats électoraux ;
- des modes de scrutins qui privent une grande partie de la population de représentation démocratique ;
- de l'impossibilité de révoquer les élus qui trahissent leurs promesses de campagnes ;
- du train de vie extravagant du couple présidentiel et de l'exécutif à l'heure où la France s'enfonce dans la pauvreté ;
- des nouvelles taxes qui s'inventent inlassablement pour combler les déficits tandis que le Président vend les entreprises qui rapportent de l'argent à l'état, telle que la Française des jeux, les aéroports de Paris, etc. ;
- du mépris dont le Président de tous les Français fait preuve envers les laissés pour compte de la mondialisation : « ceux qui ne sont rien », les « Gaulois réfractaires » qui n'auraient qu'à traverser la rue pour trouver du travail.

Tout cela est juste, mais la solution-revendication proposée ne l'est pas :

La constitution protégeant le statut du chef de l'État, bon nombre d'entre vous sont arrivés à la conclusion que si les citoyens souhaitaient reprendre le contrôle de leur destin face au chemin qu'est en train d'emprunter la France et qui ressemble de plus en plus à une dictature, il est désormais urgent de modifier cette constitution et d'y inscrire le droit au référendum et de votation populaire selon le modèle suisse où chaque proposition de loi sera soumise au vote du peuple français, qui pourra également soumettre au référendum la révocation du Président de la République en cas de haute trahison, par exemple.

L'ensemble des revendications qu'il a été possible de lire ou d'entendre depuis le début de l'action pourra trouver dans ces systèmes de votations et de référendums la possibilité d'être adoptées ou refusées par le peuple souverain de France.

Encore faudrait-il faire d'abord un referendum pour savoir si les Français qui n'y connaissent rien dans l'immense majorité seraient d'accord pour modifier la Constitution... Il faudrait plusieurs mois de campagne, de débats... afin que les Français puissent décider ou pas d'inclure ce referendum d'initiative populaire dans la Constitution. Ce n'est pas à Macron de le faire, ce n'est pas à un collectif lambda de le demander. C'est une réforme lourde de la Constitution sur laquelle le peuple doit se prononcer.

Et puis, ce qui est possible dans un petit pays comme la Suisse l'est-il dans un pays de 65 millions d'habitants ? Ce qui est possible dans un pays avec une culture démocratique comme la Suisse l'est-il dans un pays où l'abstention atteint régulièrement des sommets ? Quid des campagnes faites par ceux qui ont l'argent et les medias avec eux pour faire adopter, sous alibi de referendum d'initiative populaire des lois contraires aux intérêts du peuple français ?

Pour conclure, j'attire votre attention sur le fait que notre adhésion à l'Union européenne et aux traités internationaux signés par les chefs d'État précédents depuis le passage en force du traité de Lisbonne prive le Président de son pouvoir de répondre favorablement à bon nombre de vos revendications qui dépendent désormais des institutions européennes et des cours de justice européennes. Le non-respect de nos engagements envers ces traités européens ou autres traités internationaux nous expose à des sanctions économiques auxquelles nous ne pourrions nous soustraire qu'en quittant l'Union européenne faute de pouvoir la réformer. Énoncer cette réalité n'a rien de populiste. C'est une réalité, dont il faut que nous tenions compte et que subissent tous les peuples européens à des degrés divers.

Oui, et alors ? Pas un mot sur la nécessité de quitter cette UE dans ce programme de modification de la Constitution ? On baisse la tête et on se soumet, morts de trouille ?

C'est pourquoi, à ce stade de notre action et afin d'éviter que ce mouvement ne finisse comme les « Nuits debout » faute de revendications structurées et cohérentes, je vous propose de faire parvenir à l'Élysée, et à Matignon, le message suivant :

Nuits debout, mouvement de gauchiste pour les gauchistes et les étrangers... ça c'est de la référence, coco !

Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre,

Par la présente, je tiens à vous faire part de mon engagement à ranger mon gilet jaune et à mettre un terme à ma participation aux divers blocages de l'espace publique dès lors que :

1) vous aurez réduit le taux de taxation des produits pétroliers à 30 % et que cette décision sera constatée sur les prix des carburants affichés par les stations de distribution d'essence ;

2) vous vous serez solennellement engagé dans une déclaration télévisée à maintenir le taux de taxation des produits énergétiques à 30 %, voire moins dès lors que le prix à la pompe dépassera le seuil de 1,45 EUR le litre (privilégier les circuits courts de production et de distribution fera davantage de bien à la planète que vos taxes abusives qui paralysent l'économie française et européenne) ;

3) vous vous serez engagé dans cette même déclaration télévisée à rétablir les limitations de vitesse antérieures au 1er juillet 2018 ;

4) vous vous serez engagé à ne pas poursuivre ou sanctionner nos concitoyens ayant participé à notre action ou l'ayant soutenue, y compris ceux appartenant aux forces de l'ordre ou à l'armée ;

5) vous vous serez engagé à inscrire dans la constitution dans un délai de 30 jours, le droit de référendum populaire à partir de 600 000 signatures et de votation sur le modèle suisse pour chaque nouvelle disposition jusqu'ici soumise au vote du parlement.

À défaut de votre engagement à répondre favorablement à ces cinq revendications, je me verrai dans l'obligation de poursuivre mon action jusqu'à ce que notre mouvement obtienne gain de cause ou que vous démissionniez.

Dans l'attente d'une décision prompte de votre part, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma détermination à défendre l'avenir de mon pays et de nos concitoyens.

Signature.

Il y a trop de revendications, complexes et impossibles à mettre en oeuvre en l'état, et surtout trop discutables pour obtenir un consensus.

Et des propositions comme celles-ci, il va en tomber des dizaines chaque jour, et je frémis de ce qui va se dire dans les réunions de sous-Préfectures...

De deux choses l'une.

Soit on se focalise tous sur le strict minimum, à savoir la défense de la voiture, liberté absolue de l'individu et outil lui permettant de travailler, de participer à la vie et à la richesse de ce pays...

Dans ce cas on demande la baisse des taxes (en Espagne, actuellement, l'essence est à 0,74 euro...), le retour en arrière aux 90 km heure, le retour à l'ancien contrôle technique (le nouveau va vous obliger très vite à changer votre vieille voiture), la fin de la chasse à l'automobiliste avec la multiplication des radars et notamment le scandale des voitures-radars...

Soit on surfe sur la vague du mécontentement pour demander la démission de Macron et on exige en tout cas qu'il ne signe pas le terrible (pour nous) Pacte Mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières à Marrakech les 9 et 10 décembre prochain.

Si on l'obtient... Alors, le Président du Sénat gèrera, le temps

d'organiser de nouvelles élections, avec la Constitution actuelle, forcément. Il y aura une campagne, des élections, les Gilets jaunes devront être sur tous les fronts pour obtenir l'égalité de parole sur les medias et éviter la fraude... Et il y aura un nouveau Président et, dans la foulée un nouvelle Assemblée Nationale... avec, peut-être des députés adeptes du Referendum d'Initiative Populaire qui pourront demander à ce que le Parlement soit réuni en Congrès à Versailles pour le voter éventuellement après une campagne d'information et de débats de plusieurs mois... Mais on n'en est pas là...

Et, pour *Résistance républicaine*, le referendum d'initiative populaire ne servirait pas à grand-chose. La Suisse qui le pratique pourtant est tout autant envahie et islamisée que la France et son Conseil fédéral, bien que la Suisse ne fasse pas partie de l'UE lui fait allégeance, au point de refuser de signer les décrets d'application des referendum d'initiative populaire qui vont contre l'UE, la concurrence libre et non faussée, la libre circulation des biens et des personnes, la protection des minorités...

Pour *Résistance républicaine*, il est évident que si nos militants participent aux discussions officielles, au-delà de la hausse ds prix de l'essence, c'est le refus de l'islamisation et de l'immigration qui priment, parce que ce sont, pour nous, les plus grands dangers qui nous menacent. Et qu'il nous faut un gouvernement ferme, avec des gens forts et déterminés comme un Salvini ou un Orban pour nous défendre.

En attendant, on ne lâche rien. On continue la mobilisation, la lutte, et on se retrouve à Paris le Premier Décembre.

Christine Tasin